

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

BPIFRANCE REGIONS

Société anonyme au capital de 4 800 000 €
Siège social : 27-31, avenue du Général Leclerc – 94710 Maisons-Alfort CEDEX
319 997 466 R.C.S. Créteil

Comptes annuels approuvés par l'assemblée générale du 20 mai 2026**I. – Bilan publiable de Bpifrance Régions**

(En euros.)

Actif	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Caisse, banques centrales		0	0
Effets publics et valeurs assimilées	1	62 337 396	82 178 653
Créances sur les établissements de crédit	2	173 706 728	161 545 259
Opérations avec la clientèle		0	0
Obligations et autres titres à revenu fixe	1	89 271 783	99 567 320
Actions et autres titres à revenu variable	1	389 079 595	379 038 234
Participations et autres titres détenus à long terme		0	0
Parts dans les entreprises liées		0	0
Crédit-bail et location avec option d'achat		0	0
Location simple		0	0
Immobilisations incorporelles		0	0
Immobilisations corporelles		0	0
Capital souscrit non versé		0	0
Actions propres		0	0
Aides au financement de l'innovation		0	0
Autres actifs	3	20 543 679	25 311 112
Comptes de régularisation	4	95 347	687 006
Total de l'actif		735 034 528	748 327 584

Passif	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Banques centrales		0	0
Dettes envers les établissements de crédit	5	0	219 093
Opérations avec la clientèle		0	0
Dettes représentées par un titre		0	0
Autres passifs	6	164 795 552	149 828 495
Comptes de régularisation	7	35 173 079	36 980 913
Provisions		0	0
Dettes subordonnées		0	0
Fonds de garantie publics		0	0
Fonds de garantie	8	381 077 647	407 893 291
Ressources nettes d'intervention à l'innovation	9	96 559 791	100 848 380
Fonds pour Risques Bancaires Généraux		0	0
Capitaux propres hors FRBG	10	57 428 459	52 557 412
Capital souscrit		4 800 000	4 800 000
Primes d'émission		612 417	612 417
Réserves		47 130 000	40 360 000
Report à nouveau		14 995	11 240
Résultat de l'exercice		4 871 047	6 773 755
Total du passif		735 034 528	748 327 584

Hors-bilan publiable de Bpifrance Régions

	Note	31/12/2025	31/12/2024
Engagements donnés			
Engagements de financement		0	0
Engagements de garantie	11	1 208 813 910	1 258 634 336
Engagements sur titres		0	0
Engagements reçus			
Engagements de financement		0	0
Engagements de garantie		0	0
Engagements sur titres		0	0

II. – Compte de résultat publiable de Bpifrance Régions

(En euros.)	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Intérêts et produits assimilés	12	9 172 360	11 305 270
Intérêts et charges assimilées		4 767	-14 616
Revenus des titres à revenu variable		0	0
Commissions (produits)		0	0
Commissions (charges)		3 003	-3 003
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		0	0
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés		0	0
Autres produits d'exploitation bancaire		146 009	51 691
Autres charges d'exploitation bancaire		-22 323	-24 871
Produit net bancaire		9 303 816	11 314 471
Charges générales d'exploitation	13	-2 313 626	-2 630 360
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		0	0
Résultat brut d'exploitation		6 990 190	8 684 111
Coût du risque		0	0
Résultat d'exploitation		6 990 190	8 684 111
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		0	0
Résultat courant avant impôt		6 990 190	8 684 111
Résultat exceptionnel		0	0
Impôt sur les bénéfices	14	-2 119 143	-1 910 356
Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées		0	0
Résultat net		4 871 047	6 773 755

III. – Annexe aux comptes individuels publiables au 31 décembre 2025**Règles de présentation et d'évaluation**

Les comptes annuels ont été établis et sont présentés conformément aux dispositions du règlement de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) n°2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire. Le règlement ANC 2023-03 a mis en cohérence le règlement ANC 2014-07 avec le règlement ANC 2022-06 « modernisation des états financiers ».

Présentation des comptes

Le compte de résultat distingue :

- L'activité défiscalisée des fonds de garantie gérés par Bpifrance Régions ;
- L'activité fiscalisée de Bpifrance Régions qui ne reprend ni les produits ni les charges des fonds de garantie. Le compte de résultat se compose de cinq soldes intermédiaires de gestion : le Produit Net Bancaire, le Résultat Brut d'Exploitation, le Résultat d'Exploitation, le Résultat Courant avant Impôt et le Résultat Net.

Principes comptables retenus pour l'évaluation des titres**Titres de placement**

Ces titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais et coupon couru à l'achat exclus.

La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement des titres à revenu fixe est étalée sur la durée de vie résiduelle des titres en utilisant la méthode actuarielle.

A la date d'arrêt des comptes, ces titres sont évalués à leur valeur de marché. Si celle-ci est inférieure à la valeur comptable, ils font l'objet d'une dépréciation affectant le Produit Net Bancaire.

Titres d'investissement

Ce sont des titres à revenu fixe destinés à être détenus durablement, en principe jusqu'à l'échéance.

Ils sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais et coupon couru à l'achat exclus. L'écart constaté entre ce prix et la valeur de remboursement est étalé actuariellement jusqu'à la date de remboursement. A la date d'arrêt comptable, les moins-values latentes ne sont pas provisionnées sauf éventuel risque de contrepartie.

Au cas où certains de ces titres viendraient à être cédés avant leur échéance pour un montant significatif, l'ensemble du portefeuille serait déclassé en titres de placement pour l'exercice en cours et les deux exercices suivants, sauf exceptions prévues par les textes.

Principes et méthodes comptables d'évaluation des opérations génératrices d'un risque de crédit**Principe de ventilation des encours**

En tant que partenaire des banques, Bpifrance Régions définit les critères de classement de ses engagements hors-bilan selon les informations en sa possession.

Les encours douteux correspondent aux encours pour lesquels Bpifrance Régions détient une information de défaut sur la contrepartie, notamment ceux déclarés en défaut par les banques partenaires. Une provision est calculée à partir des données statistiques d'évaluation de la perte avérée.

Les encours douteux compromis correspondent aux encours pour lesquels Bpifrance Régions est informé de la mise en jeu de sa garantie soit pour déchéance du terme soit en cas de survenance d'une procédure collective.

Méthode d'évaluation des provisions pour risques sur engagements hors-bilan donnés

L'établissement financier garanti assure la gestion du contentieux et fait jouer les garanties réelles ou personnelles qu'il a pu obtenir. Bpifrance Régions l'indemnise au terme de ce processus.

La provision au bilan correspond à la perte en capital ainsi que les intérêts contractuels couverts par la garantie octroyée par Bpifrance Régions. Le risque d'appel en garantie de Bpifrance Régions est provisionné pour chaque dossier douteux, dès lors qu'une déchéance du terme ou une procédure collective est prononcée. Bpifrance Régions utilise une méthode statistique d'estimation des récupérations potentielles fondée sur l'observation des sinistres indemnisés sur les exercices antérieurs, permettant ainsi de couvrir l'ensemble des dossiers douteux.

Méthode d'actualisation du provisionnement du risque de crédit avéré

Les pertes prévisionnelles ne sont pas actualisées en raison de leur faible montant et de l'absence d'information sur le profil de décaissements à venir pour les sinistres connus.

Fonds de garantie

Pour faire face à sa mission d'intérêt économique général, les régions mettent à la disposition de Bpifrance Régions des ressources publiques destinées à couvrir les engagements induits par cette mission. Les activités couvertes par ces fonds sont la garantie de crédit bancaire, d'une part, et la distribution d'aides à l'innovation principalement sous la forme de subventions et d'avances remboursables, d'autre part. L'aide à l'innovation est réalisée par l'intermédiaire de Bpifrance. Les ressources accordées par les régions figurent au passif du bilan et sont diminuées des pertes, charges et provisions constatées sur les opérations concernées. Les produits financiers résultant des placements de la trésorerie sont réaffectés pour l'essentiel aux ressources accordées.

Les principaux postes affectés par ces activités d'intérêt économique général sont :

- Au passif, les fonds de garantie (cf. note 8), les ressources d'intervention à l'innovation (cf. note 9) ;
- Au hors-bilan, les garanties données (cf. note 11).

Les fonds de garantie répondent à la définition d'instruments de dette puisqu'ils sont remboursables. Compte tenu de leur spécificité et de leur importance pour le groupe, ils sont présentés au passif du bilan dans la rubrique « Fonds de garantie publics ».

De même, des partenaires publics, principalement les régions, accordent à Bpifrance Régions des ressources destinées au financement de subventions et d'avances remboursables. Le montant net de ces ressources est classé avec les fonds de garantie de l'innovation dans la rubrique « Ressources d'intervention à l'innovation ».

Ces passifs sont évalués au coût. Cette évaluation comprend les dotations perçues, auxquelles s'ajoute la quote-part de résultat revenant aux fonds (commissions, produits financiers nets, participation aux plus-values sur titres), nette des contentieux avérés (charges, provisions contentieuses et provisions précontentieuses, subventions décaissées).

Les gains, pertes et provisions affectés aux fonds de garantie, décrits dans les notes 8.2 et 9.2 ne transitent pas par le compte de résultat. Les charges et produits ne sont pas soumis à l'impôt.

Principe de rattachement des produits et des charges

Les intérêts et commissions sont enregistrés en Produit Net Bancaire selon la méthode des produits et charges courus.

Faits significatifs de l'exercice et événements postérieurs à la clôture

Faits significatifs de l'exercice

Aucun fait significatif n'est intervenu au cours de l'exercice.

Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif n'est intervenu postérieurement à la clôture des comptes.

Note 1. – Portefeuille titres

1.1. – Flux enregistrés au cours de l'exercice 2025

(En euros.)	Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe	Actions et autres titres à revenu variable
Montant brut au 31/12/2024	82 178 653	99 567 320	380 138 007
Entrées	0	0	14 050 986
Sorties	-18 200 000	-10 100 000	-4 085 693
Amortissement des surcotes/décotes	-1 462 420	-12 239	0
Variation des créances rattachées	-178 837	-183 298	0
Montant brut au 31/12/2025	62 337 396	89 271 783	390 103 300
Dépréciations cumulées au 31/12/2025 (*)	0	0	-1 023 705
Montant net au 31/12/2025	62 337 396	89 271 783	389 079 595

(*) Dépréciations pour moins-values latentes et pour créances douteuses

Ventilation du portefeuille de titres à revenu fixe selon la durée restant à courir au 31 décembre 2025

(En euros.)	D ≤ 3 m.	3 m. < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans	Créances rattachées	Total
Effets publics et valeurs assimilées	0	18 570 756	42 614 518	0	1 152 122	62 337 396
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	24 809 364	17 703 917	45 930 661	827 841	89 271 783
	0	43 380 120	60 318 435	45 930 661	1 979 963	151 609 179

1.2. – Ventilation par type de portefeuille (montants nets, créances rattachées incluses)

(En euros.)	31/12/2025					31/12/2024
	Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe		Actions et autres titres à revenu variable		Total
		Titres cotés	Titres non cotés	Titres cotés	Titres non cotés	
Placement	0	0	0	384 489 619	4 589 976	389 079 595
Investissement	62 337 396	89 271 783	0	0	0	151 609 179
Total	62 337 396	89 271 783(*)		389 079 595		540 688 774

(*) Dont :

- Titres émis par l'Etat ou des collectivités locales : néant
- Titres émis par d'autres émetteurs : 89 271 783 euros.
- Titres subordonnés : néant.

Il n'y a pas de titres donnés en pension livrée au 31 décembre 2025.

1.3. – Transferts entre portefeuilles et cession de titres d'investissement avant échéance

Au cours de l'exercice, il n'y a eu ni transfert de titres entre portefeuilles, ni cession significative de titres d'investissement avant échéance.

1.4. – Estimation du portefeuille (créances rattachées incluses et hors créances douteuses) au 31 décembre 2025

(En euros.)	Valeur brute comptable	Valeur de marché	Différence	Moins-values latentes (hors créances douteuses)	Plus-values latentes
Titres de placement	390 103 300	411 910 486	21 807 187	-1 023 705	22 830 891
Titres d'investissement (*)	151 609 179	147 097 564	-4 511 615		

(*) Les titres du portefeuille d'investissement, principalement des OAT, participent à la gestion globale des positions de liquidité et de taux d'intérêt de l'Etablissement avec un objectif général de couverture des risques. Ils permettent notamment de satisfaire les besoins en titres résultant du processus de sécurisation des opérations interbancaires et des systèmes d'échange.

Le portefeuille se décompose en titres détenus sur fonds propres et titres détenus dans le cadre du placement de la trésorerie des fonds de garantie :

(En euros.)	Valeur brute comptable	Valeur de marché	Différence	Moins-values latentes (hors créances douteuses)	Plus-values latentes
Fonds propres					
Titres de placement	0	0	0	0	0
Titres d'investissement	62 976 060	61 598 370	-1 377 690		

(En euros.)	Valeur brute comptable	Valeur de marché	Différence	Moins-values latentes (hors créances douteuses)	Plus-values latentes
Fonds de garantie					
Titres de placement	390 103 300	411 910 486	21 807 187	-1 023 705	22 830 891
Titres d'investissement	88 633 119	85 499 194	-3 133 925		

Note 2. – Créances sur les établissements de crédit

(En euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Comptes à vue	173 706 728	161 545 259
Total	173 706 728	161 545 259

Note 3. – Autres actifs

(En euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Régions - Dotations à recevoir sur fonds de garantie	20 267 005	23 483 672
Fonds de garantie des dépôts	42 875	42 875
Créances fiscales	215 043	1 784 565
Débiteurs divers	18 756	0
Total	20 543 679	25 311 112

Note 4. – Comptes de régularisation - Actif

(En euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Commissions à recevoir :		
- sur fonds propres	6 272	7 006
- sur fonds de garantie	6 272	7 006
Débiteurs divers	3 317	0
Frais de gestion à recevoir	79 486	672 994
Total	95 347	687 006

Note 5. – Dettes envers les établissements de crédit

(En euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Comptes à vue	0	219 093
Total	0	219 093

Note 6. – Autres passifs

(En euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Impôts et taxes	16 401	115 034
Créditeurs divers	0	63 941
Contentieux à payer sur fonds de garantie	160 318 163	148 839 601
Régions - Dotations à restituer sur fonds de garantie	4 460 988	809 919
Total	164 795 552	149 828 495

Note 7. – Comptes de régularisation - Passif

(En euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Charges d'exploitation à payer	208 353	504 969
Commissions constatées d'avance :		
- sur fonds propres	1 766 021	1 514 796
- sur fonds de garantie	1 765 949	1 514 725
Commissions perçues d'avance	30 976 911	30 447 250
Autres créditeurs divers	455 845	2 999 173
Total	35 173 079	36 980 913

Note 8. – Evolution des fonds de garantie

8.1. – Situation comptable des fonds de garantie régionaux

Fonds de garantie (En euros.)	Soldes des fonds de garantie au 31/12/2024	Dotations 2025	Remboursements et redéploiements 2025	Résultats 2025
Midi-Pyrénées	9 599 545	0	0	2 306
Région Haut-Rhin	43 365	0	0	9 357
Région PACA	16 200 297	0	-616 050	74 688
Auvergne	1 150 923	0	0	18 505
Pays de Loire	32 401 794	3 352 173	-12 616 667	-1 565 500
Poitou-Charentes	1 936 169	0	0	89 100
Champagne-Ardenne	1 069 942	0	0	10 907
Seine et Marne	281 585	0	0	3 748
Gironde fac33	61 170	0	0	515
Picardie	2 558 097	0	-483 115	-23 735
Région Centre	3 784 772	0	0	-93 600
Centre-Val de Loire	4 330 208	0	0	-868 946
Lorraine	9 758 690	0	0	125 919
Corse	6 024 290	0	-4 541 388	64 818
Alsace	1 280 048	0	0	9 634
Haute-Normandie	4 632 085	0	-565 237	-7 180
Franche-Comté	3 850 447	0	-2 062 955	81 447
Moselle	50 100	0	0	195
Ile-de-France	87 067 543	0	0	-9 804 716
Sarthe	140	0	0	-44
Aquitaine	2 491 801	0	0	23 837
Paris	5 494 132	0	-5 226 866	135 909
Basse-Normandie	7 616 572	0	-2 556 684	10 196
Languedoc-Roussillon	1 462 000	0	0	-5 936
Région Bas-Rhin	1 630 500	0	0	23 508
Région Bretagne	18 962 067	0	0	-457 333
Bourgogne	2 392 295	0	-1 421 576	34 200
Nord-Pas-de-Calais	5 336 137	0	-2 438 593	-481 719
Rhône-Alpes	7 038 969	0	0	421 196
Limousin	3 375 701	0	0	115 985
Assurance des fds reg	60 171 801	74 405	0	2 832 527
Fip Franche-Comté	330 426	0	0	612
Rhône-Alpes FRERA	149 550	0	0	125 805
Hauts-de-France	18 688 650	2 100 000	7 524 122	-2 577 194
Normandie	4 300 028	900 000	6 121 921	-472 732
Auvergne Rhône-Alpes	23 508 926	0	0	-2 925 868
Occitanie	13 535 350	0	0	-1 363 542
Bourgogne Franche-Comté	8 978 602	265 419	3 484 530	-1 704 981
Grand Est	11 829 256	0	3 000 000	-383 221
Nouvelle Aquitaine	13 994 929	0	0	-2 793 203
Réunion	976 790	0	0	16 503
Guadeloupe	9 547 599	0	0	188 948
Total	407 893 291	6 691 997	-12 398 558	-21 109 085

Fonds de garantie (En euros.)	Soldes des fonds de garantie au 31/12/2025	Contentieux et intérêts à payer	Clients Commissions perçues d'avance	Actifs comptables des fonds de garantie
Midi-Pyrénées	9 601 850	1 060 474	26 835	10 689 160
Région Haut-Rhin	52 722	54 786	0	107 508
Région PACA	15 658 934	4 107 897	-15 495	19 751 336
Auvergne	1 169 427	547 487	-13 460	1 703 454
Pays de Loire	21 571 802	6 293 837	463 170	28 328 809

Poitou-Charentes	2 025 268	561 099	-22 372	2 563 995
Champagne-Ardenne	1 080 848	715 645	-2 713	1 793 780
Seine et Marne	285 332	5 604	0	290 937
Gironde fac33	61 683	47 657	0	109 340
Picardie	2 051 245	615 737	875	2 667 857
Région Centre	3 691 175	1 284 329	-10 839	4 964 665
Centre-Val de Loire	3 461 262	1 722 029	282 301	5 465 592
Lorraine	9 884 611	2 497 889	20 494	12 402 994
Corse	1 547 721	645 077	12 955	2 205 753
Alsace	1 289 678	528 552	14	1 818 243
Haute-Normandie	4 059 669	661 917	-4 048	4 717 537
Franche-Comté	1 868 937	1 024 586	1 254	2 894 777
Moselle	50 295	33 283	0	83 578
Ile-de-France	77 262 825	73 093 736	8 278 790	158 635 354
Sarthe	98	0	-15	83
Aquitaine	2 515 640	315 786	2 797	2 834 223
Paris	403 174	402 921	2 875	808 970
Basse-Normandie	5 070 085	1 829 679	1 389	6 901 152
Languedoc-Roussillon	1 456 065	479 285	-1 316	1 934 034
Région Bas-Rhin	1 654 006	71 567	0	1 725 572
Région Bretagne	18 504 736	4 468 492	391 989	23 365 218
Bourgogne	1 004 920	613 817	-6 568	1 612 169
Nord-Pas-de-Calais	2 415 826	3 590 629	-30 641	5 975 814
Rhône-Alpes	7 460 165	2 074 948	-85 350	9 449 763
Limousin	3 491 684	595 471	7 160	4 094 315
Assurance des fds reg	63 078 733	0	0	63 078 733
Fip Franche-Comté	331 039	0	0	331 039
Rhône-Alpes FRERA	275 357	167 892	-2 761	440 487
Hauts-de-France	25 735 576	8 537 999	1 297 322	35 570 896
Normandie	10 849 216	2 069 579	255 781	13 174 577
Auvergne Rhône-Alpes	20 583 060	6 532 448	1 642 547	28 758 055
Occitanie	12 171 807	5 547 314	714 576	18 433 697
Bourgogne Franche-Comté	11 023 571	3 746 339	461 343	15 231 253
Grand Est	14 446 035	2 126 377	521 948	17 094 360
Nouvelle Aquitaine	11 201 729	7 417 825	1 251 970	19 871 524
Réunion	993 294	145 601	41 271	1 180 166
Guadeloupe	9 736 547	558 024	0	10 294 571
Total	381 077 647	146 793 614	15 484 078	543 355 340

8.2. – Résultat des fonds de garantie régionaux

Fonds de garantie (En euros.)	Produits financiers et honoraires nets	Participations aux plus- values et récupérations	Commissions	Provisions contentieuses	Charges contentieuses nettes	Provisions pré- contentieuses	Frais de gestion FEDER	Résultats
Midi-Pyrénées	73 376	0	315	84 270	-138 331	-17 324	0	2 306
Région Haut-Rhin	823	0	-55	8 589	0	0	0	9 357
Région PACA	229 747	0	-13 289	509 638	-485 112	-166 296	0	74 688
Auvergne	13 038	0	-8 027	59 684	-83 137	36 947	0	18 505
Pays de Loire	236 944	0	275 441	-1 082 572	-962 345	-32 968	0	-1 565 500
Poitou-Charentes	18 284	0	1 219	71 621	-6 127	4 102	0	89 099
Champagne-Ardenne	14 185	0	-24 119	118 637	-114 285	16 489	0	10 907
Seine et Marne	1 952	0	18	1 778	0	0	0	3 748
Gironde fac33	806	0	-56	-235	0	0	0	515
Picardie	31 977	0	-8 198	350 694	-171 215	-226 992	0	-23 734
Région Centre	36 910	0	-39 730	164 525	-288 747	33 442	0	-93 600
Centre-Val de Loire	56 508	0	147 309	-238 165	-628 133	-206 465	0	-868 946
Lorraine	91 328	0	-3 404	361 096	-346 082	22 981	0	125 919
Corse	36 735	0	10 634	96 878	-79 428	0	0	64 819

Alsace	13 933	0	-12 967	191 462	-182 794	0	0	9 634
Haute-Normandie	48 086	0	2 403	-15 975	-188 800	147 105	0	-7 181
Franche-Comté	35 820	0	-11 007	89 908	-46 107	12 834	0	81 448
Moselle	616	0	-247	-174	0	0	0	195
Ile-de-France	1 591 593	0	3 178 770	-7 253 769	-8 939 050	1 617 740	0	-9 804 716
Sarthe	1	0	-45	0	0	0	0	-44
Aquitaine	19 742	0	-1 331	11 343	-57 911	51 994	0	23 837
Paris	18 760	0	2 719	211 711	-96 551	-731	0	135 908
Basse-Normandie	82 373	0	3 094	71 258	-281 919	135 391	0	10 197
Languedoc-Roussillon	13 765	0	-3 075	-54 457	-35 425	73 255	0	-5 937
Région Bas-Rhin	11 664	0	-133	11 978	0	0	0	23 509
Région Bretagne	193 816	0	191 064	-75 885	-1 033 121	266 793	0	-457 333
Bourgogne	21 689	0	-8 332	69 532	-56 174	7 483	0	34 198
Nord-Pas-de-Calais	92 638	0	-20 389	1 432 189	-2 330 690	344 533	0	-481 719
Rhône-Alpes	69 415	0	-18 467	601 125	-316 631	85 754	0	421 196
Limousin	28 204	0	-530	63 170	-22 354	47 495	0	115 985
Assurance des fds reg	2 832 523	0	0	0	0	0	0	2 832 523
Fip Franche-Comté	2 217	0	-1 604	0	0	0	0	613
Rhône-Alpes FRERA	3 522	0	-344	145 528	-33 690	10 790	0	125 806
Hauts-de-France	265 271	0	585 938	-2 957 929	-860 323	462 109	-72 260	-2 577 194
Normandie	66 188	0	153 519	-196 962	-614 873	126 623	-7 226	-472 731
Auvergne Rhône-Alpes	288 168	0	735 395	-338 988	-2 773 317	-837 126	0	-2 925 868
Occitanie	184 429	0	286 191	-673 722	-630 444	-529 997	0	-1 363 544
Bourgogne Franche-Comté	119 451	0	223 835	-788 820	-436 899	-822 547	0	-1 704 980
Grand Est	143 243	0	211 018	-88 212	-704 411	55 141	0	-383 221
Nouvelle Aquitaine	191 582	0	569 832	-1 434 949	-371 733	-1 747 933	0	-2 793 201
Réunion	11 519	0	5 680	-8 890	0	8 194	0	16 503
Guadeloupe	47 162	0	0	-89 368	0	231 155	0	188 949
Total	7 240 003	0	6 409 045	-10 572 458	-23 316 159	-790 029	-79 486	-21 109 085

Note 9. – Evolution des Fonds Régionaux de Garantie Innovation

9.1. – Situation comptable des Fonds Régionaux de Garantie Innovation

Fonds de garantie (En euros.)	Soldes des fonds de garantie au 31/12/2024	Dotations 2025	Remboursements et redéploiements 2025	Reversement au fonds d'assurance	Résultats 2025	Soldes des fonds de garantie au 31/12/2025	Contentieux et intérêts à payer	Actifs comptables des fonds de garantie
Limousin								
Subventions	28 202	0	0	0	618	28 820	0	28 820
PTZI	2 837 689	0	0	0	122 086	2 959 775	273 087	3 232 862
AR	467 696	0	0	0	49 107	516 803	129 752	646 555
Franche-Comté								
Subventions	630 959	0	0	0	72 511	703 470	0	703 470
PTZI	958 109	0	0	0	10 930	969 039	10 000	979 039
AR	889 353	0	0	0	26 925	916 278	187 000	1 103 278
Franche-Comté fiso								
Subventions	0	0	0	0	0	0	0	0
AR	61 318	0	0	0	1 343	62 661	0	62 661
Bourgogne - Franche Comté								
Subventions	6 319 741	0	0	0	-1 769 281	4 550 460	0	4 550 460
PTZI	2 738 047	0	0	0	-206 671	2 531 376	1 870 800	4 402 176
AR	1 463 036	1 000 000	-1 000 000	0	-193 433	1 269 603	289 488	1 559 091
Bourgogne - LAB								
Subventions	7 075 417	0	0	0	-442 767	6 632 650	0	6 632 650
AR	0	0	0	0	0	0	0	0
Paris								
Subventions	776 327	0	0	0	17 002	793 329	0	793 329
PTZI	720	0	0	0	16	736	0	736
AR	794 374	0	0	0	22 645	817 019	4 043	821 062
Pays de Loire								
Subventions	448 911	0	0	0	13 496	462 407	0	462 407
AR	0	0	0	0	0	0	0	0

Franche-Comté Doubs									
Subventions	105 769	0	0	0	2 316	108 085	0	108 085	
AR	666	0	0	0	15	681	0	681	
Franche-Comté CAGB									
Subventions	88 199	0	0	0	1 932	90 131	0	90 131	
AR	73 828	0	0	0	4 870	78 698	35 000	113 698	
Franche-Comté Haute-Saône									
Subventions	24 881	0	0	0	545	25 426	0	25 426	
AR	136 759	0	0	0	2 995	139 754	0	139 754	
Franche-Comté Jura									
Subventions	35 292	0	0	0	23 945	59 237	0	59 237	
AR	0	0	0	0	0	0	0	0	
Franche-Comté Agglo de Montbéliard									
Subventions	-707	0	0	0	0	-707	0	-707	
AR	9 509	0	0	0	208	9 717	0	9 717	
Franche-Comté Belfort									
Subventions	0	0	0	0	0	0	0	0	
AR	92 194	0	0	0	2 019	94 213	0	94 213	
Franche-Comté Agglo de Belfort									
Subventions	0	0	0	0	0	0	0	0	
AR	162 915	0	0	0	4 893	167 808	62 100	229 908	
Ile de France									
Subventions	25 392 796	11 500 000	3 000 000	0	-15 408 840	24 483 956	0	24 483 956	
AR	1 675 227	0	0	0	36 646	1 711 873	0	1 711 873	
Nouvelle Calédonie									
Subventions	7 426	0	0	0	163	7 589	0	7 589	
PTZI	93 980	0	0	0	2 044	96 024	0	96 024	
AR	149 151	0	0	0	671	149 822	0	149 822	
Bretagne									
Subventions	1 007 345	0	0	0	-247 955	759 390	0	759 390	
AR	926 585	0	0	0	-25 485	901 100	30 250	931 350	
Lorraine									
Subventions	89 022	0	0	0	1 950	90 972	0	90 972	
PTZI	3 050 527	0	0	0	66 782	3 117 309	0	3 117 309	
AR	2 807 302	0	0	0	82 414	2 889 716	0	2 889 716	
Lorraine fiso									
Subventions	0	0	0	0	0	0	0	0	
PTZI	136	0	0	0	3	139	0	139	
AR	136	0	0	0	3	139	0	139	
Alsace									
Subventions	217 870	0	0	0	62 225	280 095	0	280 095	
PTZI	1 352 330	0	0	0	29 616	1 381 946	0	1 381 946	
AR	2 849 670	0	0	0	157 211	3 006 881	199 687	3 206 568	
Grand Est									
Subventions	705 816	0	0	0	-142 792	563 024	0	563 024	
PTZI	2 301 835	0	0	0	343 101	2 644 936	2 750 643	5 395 579	
AR	2 357 801	0	0	0	144 470	2 502 271	1 083 176	3 585 446	
Haute-Normandie									
Subventions	-1 858	0	0	0	0	-1 858	0	-1 858	
PTZI	183 165	0	0	0	4 011	187 176	0	187 176	
AR	746 247	0	0	0	-5 111	741 136	50 250	791 386	
Languedoc-Roussillon									
Subventions	96 917	0	0	0	2 123	99 040	0	99 040	
PTZI	7 190 713	0	0	0	228 584	7 419 297	178 182	7 597 480	
AR	2 733 473	0	0	0	179 224	2 912 697	459 661	3 372 358	
Languedoc-Roussillon fiso									
Subventions	0	0	0	0	0	0	0	0	
PTZI	131 502	0	0	0	2 859	134 361	0	134 361	
AR	394 125	0	0	0	14 688	408 813	45 140	453 953	
Champagne-Ardenne									
Subventions	-890	0	0	0	0	-890	0	-890	
PTZI	177 886	0	0	0	5 603	183 489	0	183 489	
AR	9 704	0	0	0	213	9 917	0	9 917	
PACA									
Subventions	866 914	0	0	0	0	866 914	0	866 914	
PTZI	138 615	0	0	0	3 036	141 651	0	141 651	
AR	661 694	0	0	0	164 364	826 058	786 162	1 612 220	
PACA fiso									
Subventions	0	0	0	0	33 055	33 055	0	33 055	
PTZI	147 963	0	0	0	4 488	152 451	1 025	153 476	
AR	243 741	0	0	0	6 008	249 749	25 000	274 749	

Basse-Normandie								
Subventions	-185	0	0	0	0	-185	0	-185
PTZI	4 732	0	0	0	7 572	12 304	49 400	61 704
AR	-26 466	0	0	0	0	-26 466	0	-26 466
Normandie								
Subventions	361 583	250 000	0	0	-322 357	289 226	0	289 226
PTZI	2 942 544	0	0	0	-547 138	2 395 406	2 533 486	4 928 892
AR	3 410 135	0	0	-11 905	-759 252	2 638 978	1 570 317	4 209 295
Martinique								
Subventions	200 878	0	0	0	-161 352	39 526	0	39 526
AR	744 716	0	0	0	7 991	752 707	0	752 707
AURA								
Subventions	0	0	0	0	0	0	0	0
PTZI	5 721 725	0	0	-62 500	-779 523	4 879 702	772 186	5 651 888
AR	1 481 842	0	0	0	32 452	1 514 294	0	1 514 294
ILES DE France - FRICES								
Subventions	428 038	0	0	0	9 374	437 412	0	437 412
AR	654 768	0	0	0	34 412	689 180	148 760	837 940
Total	100 848 380	12 750 000	2 000 000	-74 405	-18 964 184	96 559 791	13 544 595	110 104 386

9.2. – Résultat des Fonds Régionaux de Garantie Innovation

Fonds de garantie (En euros.)	Produits financiers et honoraires nets	Frais de gestion	Coûts de liquidité	Commissions de risques	Décaissement des subventions	Provisions contentieuses	Charges contentieuses nettes	Résultats
Limousin								
Subventions	618	0	0	0	0	0	0	618
PTZI	69 282	0	-249	0	0	53 053	0	122 086
AR	13 869	0	-1 436	0	0	36 674	0	49 107
Franche-Comté								
Subventions	14 630	0	0	0	57 777	104	0	72 511
PTZI	20 981	0	-51	0	0	-10 000	0	10 930
AR	24 631	0	-206	0	0	2 500	0	26 925
Franche-Comté fiso								
Subventions	0	0	0	0	0	0	0	0
AR	1 343	0	0	0	0	0	0	1 343
Bourgogne - Franche Comté								
Subventions	120 204	-140 322	0	0	-1 749 163	0	0	-1 769 281
PTZI	95 945	-42 900	-79 606	0	0	-180 110	0	-206 671
AR	34 257	-30 360	-1 032	0	0	-196 298	0	-193 433
Bourgogne - LAB								
Subventions	158 603	-56 400	0	0	-544 970	0	0	-442 767
AR	0	0	0	0	0	0	0	0
Paris								
Subventions	17 002	0	0	0	0	0	0	17 002
PTZI	16	0	0	0	0	0	0	16
AR	17 645	0	0	0	0	5 000	0	22 645
Pays de Loire								
Subventions	9 896	0	0	0	3 600	0	0	13 496
AR	0	0	0	0	0	0	0	0
Franche-Comté Doubs								
Subventions	2 316	0	0	0	0	0	0	2 316
AR	15	0	0	0	0	0	0	15
Franche-Comté CAGB								
Subventions	1 932	0	0	0	0	0	0	1 932
AR	2 439	0	-69	0	0	2 500	0	4 870
Franche-Comté Haute- Saône								
Subventions	545	0	0	0	0	0	0	545
AR	2 995	0	0	0	0	0	0	2 995
Franche-Comté Jura								
Subventions	1 065	0	0	0	22 777	103	0	23 945
AR	0	0	0	0	0	0	0	0
Franche-Comté Agglo de Montbéliard								
Subventions	0	0	0	0	0	0	0	0
AR	208	0	0	0	0	0	0	208
Franche-Comté Belfort								
Subventions	0	0	0	0	0	0	0	0

AR	2 019	0	0	0	0	0	0	2 019
Franche-Comté Agglo de Belfort								
Subventions	0	0	0	0	0	0	0	0
AR	4 927	0	-34	0	0	0	0	4 893
Ile de France								
Subventions	599 443	-735 750	0	0	-15 273 743	1 210	0	-15 408 840
AR	37 013	0	-642	0	0	275	0	36 646
Nouvelle Calédonie								
Subventions	163	0	0	0	0	0	0	163
PTZI	2 058	0	-14	0	0	0	0	2 044
AR	3 252	-2 500	-81	0	0	0	0	671
Bretagne								
Subventions	18 456	-8 160	0	0	-258 251	0	0	-247 955
AR	9 294	-1 320	-3 367	0	0	-30 092	0	-25 485
Lorraine								
Subventions	1 950	0	0	0	0	0	0	1 950
PTZI	66 806	0	-24	0	0	0	0	66 782
AR	61 929	0	-231	0	0	20 716	0	82 414
Lorraine fiso								
Subventions	0	0	0	0	0	0	0	0
PTZI	3	0	0	0	0	0	0	3
AR	3	0	0	0	0	0	0	3
Alsace								
Subventions	5 477	0	0	0	56 748	0	0	62 225
PTZI	29 616	0	0	0	0	0	0	29 616
AR	68 717	0	-423	0	0	88 917	0	157 211
Grand Est								
Subventions	15 108	-11 400	0	0	-146 500	0	0	-142 792
PTZI	119 896	0	-66 450	0	0	289 655	0	343 101
AR	76 934	-15 000	-1 791	0	0	84 327	0	144 470
Haute-Normandie								
Subventions	0	0	0	0	0	0	0	0
PTZI	4 011	0	0	0	0	0	0	4 011
AR	16 957	0	0	0	0	-22 068	0	-5 111
Languedoc-Roussillon								
Subventions	2 123	0	0	0	0	0	0	2 123
PTZI	162 818	0	-492	0	0	66 258	0	228 584
AR	72 907	0	-677	0	0	106 994	0	179 224
Languedoc-Roussillon fiso								
Subventions	0	0	0	0	0	0	0	0
PTZI	2 880	0	-21	0	0	0	0	2 859
AR	9 729	0	-60	0	0	5 019	0	14 688
Champagne-Ardenne								
Subventions	0	0	0	0	0	0	0	0
PTZI	3 932	0	-7	0	0	1 678	0	5 603
AR	213	0	0	0	0	0	0	213
PACA								
Subventions	0	0	0	0	0	0	0	0
PTZI	3 036	0	0	0	0	0	0	3 036
AR	34 555	0	-822	0	0	130 631	0	164 364
PACA fiso								
Subventions	19 055	0	0	0	14 000	0	0	33 055
PTZI	3 289	0	-1	0	0	1 200	0	4 488
AR	6 008	0	0	0	0	0	0	6 008
Basse-Normandie								
Subventions	0	0	0	0	0	0	0	0
PTZI	1 325	0	-253	0	0	6 500	0	7 572
AR	0	0	0	0	0	0	0	0
Normandie								
Subventions	3 366	-20 431	0	0	-305 292	0	0	-322 357
PTZI	107 335	-32 700	-42 682	0	0	-579 091	0	-547 138
AR	94 385	-14 100	-24 268	0	0	-815 269	0	-759 252
MARTINIQUE								
Subventions	0	-6 076	0	0	-155 276	0	0	-161 352
AR	8 477	0	-524	0	0	38	0	7 991
AURA								
Subventions	0	0	0	0	0	0	0	0
PTZI	105 020	-142 122	-107 613	0	0	-634 808	0	-779 523
AR	32 452	0	0	0	0	0	0	32 452
ILES DE France - FRICES								
Subventions	9 374	0	0	0	0	0	0	9 374
AR	17 957	0	0	0	0	16 455	0	34 412
Total	2 454 705	-1 259 541	-333 126	0	-18 278 293	-1 547 929	0	-18 964 184

Note 10. – Capitaux propres

(En euros.)	31/12/2024	Affectation du résultat 2024	Autres mouvements	31/12/2025
Capital (*)	4 800 000	0	0	4 800 000
Primes d'émission	612 417	0	0	612 417
Réserve légale	480 000	0	0	480 000
Autres réserves	39 880 000	6 770 000	0	46 650 000
Report à nouveau	11 240	3 755	0	14 995
Résultat de l'exercice	6 773 755	-6 773 755	4 871 047	4 871 047
Total	52 557 412	0	4 871 047	57 428 459

(*) Le capital social est composé de 240 000 actions d'une valeur nominale de 20 euros

La répartition du capital est la suivante :	31/12/2025
Bpifrance	99,99 %
Autres actionnaires	0,01 %

Note 11. – Engagements hors-bilan des fonds de garantie

(En euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Midi-Pyrénées	2 128 426	2 942 149
Région Haut-Rhin	0	0
Région PACA	31 638 605	45 069 344
Auvergne	80 792	187 629
Pays de Loire	37 689 795	41 188 282
Poitou-Charentes	48 617	67 550
Champagne-Ardenne	65 946	79 540
Seine et Marne	0	0
Gironde fac33	0	0
Picardie	4 340 076	6 208 343
Région Centre	343 704	544 235
Centre-Val de Loire	13 575 601	12 367 521
Lorraine	1 466 195	1 704 247
Corse	1 075 917	1 474 730
Alsace	4 375	83 982
Haute-Normandie	4 243 330	5 941 221
Franche-Comté	108 568	312 981
Moselle	0	819
Ile-de-France	502 620 551	522 026 375
Sarthe	0	0
Aquitaine	214 168	297 188
Paris	29 677	59 203
Basse-Normandie	7 611 332	10 182 929
Languedoc-Roussillon	102 039	120 453
Région Bas-Rhin	0	0
Région Bretagne	23 980 813	24 812 742
Bourgogne	56 310	142 158
Nord-Pas-de-Calais	9 108 063	12 575 004
Rhône-Alpes	142 100	258 276
Limousin	298 313	311 101
Fip Franche-Comté	0	0
Fip Poitou-Charentes	0	0
Rhône-Alpes FRERA	848	1 749
Hauts-de-France	84 454 029	78 702 535
Normandie	17 196 653	17 910 878
Auvergne Rhône-Alpes	60 854 016	59 848 486

Occitanie	35 705 804	36 556 860
Bourgogne Franche-Comté	30 565 532	34 386 559
Grand Est	21 435 702	23 486 296
Nouvelle Aquitaine	72 465 937	77 415 108
Réunion	829 544	967 458
Guadeloupe	2 834 632	3 983 694
Autres Fonds	42 875	42 875
Engagements des fonds de garantie	967 358 885	1 022 260 500
Engagements douteux des fonds de garantie	195 836 222	185 766 344
Total engagements des fonds de garantie	1 163 195 107	1 208 026 844
Fonds Régionaux de l'Innovation-FRGI	32 073 066	37 192 632
Engagements douteux des fonds de garantie de l'innovation	13 545 737	13 414 860
Total engagements des fonds de garantie de l'innovation	45 618 803	50 607 492
Total général engagements des fonds de garantie (1) et (2)	1 208 813 910	1 258 634 336

(1) Dont 277 224 724 euros d'engagements donnés à Bpifrance.

(2) Dont 45 629 982 euros d'engagements donnés aux FCT Bpifrance (SME_2019 - 1 & SME_2020)

Le montant des engagements donnés figurant au hors-bilan représente le montant cumulé des risques pris par Bpifrance Régions au 31 décembre 2025. La part des engagements autorisés non utilisés qui correspond aux encours non mis en place par les partenaires bancaires s'élève à 75,5 millions d'euros.

Ventilation des engagements hors-bilan au 31 décembre 2025

Par grands types de contrepartie

(En euros.)	Sociétés	Entrepreneurs individuels	Administrations	Particuliers	Autres	Total
Engagement de garantie	999 389 076	0	42 875	0	0	999 431 951
Engagement de garantie douteux compromis	209 381 959	0	0	0	0	209 381 959

Par secteurs d'activité économique

(En euros.)	Industrie	Commerce	Services	Tourisme	BTP	Total
Engagement de garantie	89 080 546	82 970 805	690 355 601	125 173 577	11 851 422	999 431 951
Engagement de garantie douteux compromis	30 533 506	25 336 455	115 972 139	33 227 814	4 312 045	209 381 959

Note 12. – Intérêts et produits assimilés

(En euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Opérations avec les établissements de crédit	1 117 106	3 008 722
Opérations avec la clientèle (commissions de garantie)	6 502 313	7 820 752
Opérations sur titres	1 552 941	475 796
Total	9 172 360	11 305 270

Note 13. – Charges générales d'exploitation

(En euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Convention de prestations de services avec Bpifrance	-2 139 083	-2 436 054
Autres frais administratifs	-174 542	-194 306
Total	-2 313 625	-2 630 360

Note 14. – Situation fiscale

La comptabilisation de l'impôt sur les sociétés s'effectue selon la méthode de l'impôt exigible.

Le résultat fiscal de l'exercice 2025 (provisoire) au taux de droit commun est bénéficiaire de 8 303 282 €, compte tenu des principales réintégrations ou déductions nettes suivantes :

(En euros.)	31/12/2025
Résultat comptable avant impôt de l'exercice	6 990 190
Plus-values latentes sur titres	1 286 026
Taxes et contributions diverses non déductibles	27 066
Résultat fiscal	8 303 282

Le résultat fiscal au taux de droit commun, soit 25,83 %, génère une charge d'impôt de 2 119 143 € après imputation des crédits d'impôts.

Aucune charge d'impôt n'est constatée pour le résultat fiscal au taux réduit de 15 %.

Note 15. – Rémunérations allouées aux organes de direction et d'administration

Au titre de leurs mandats exercés au sein de Bpifrance Régions, les mandataires sociaux n'ont perçu aucune rémunération au cours de l'exercice.

Aucune rémunération n'a été versée aux administrateurs.

Note 16. – Activités pour compte de tiers

Les opérations gérées par Bpifrance Régions (mandataire) pour le compte de tiers (mandant) ne figurent pas au bilan de la société.

(En euros.)	31/12/2025						
	Actif			Passif			Hors-bilan
	Créances	Disponibilités	Total	Dettes	Compte du mandant	Total	
Lorraine Forêt Bois		2 340 987	2 340 987	0	2 340 987	2 340 987	0
Pyrénées Atlantiques		300 143	300 143	261 449	38 694	300 143	261 449
PACA		135 330	135 330	0	135 330	135 330	0
Lorraine Garantie - Immo		613 116	613 116	0	613 116	613 116	0
Lorraine Garantie - Relais Loyers		111 459	111 459	0	111 459	111 459	0
Total	0	3 501 035	3 501 035	261 449	3 239 586	3 501 035	261 449

(En euros.)	31/12/2024						
	Actif			Passif			Hors-bilan
	Créances	Disponibilités	Total	Dettes	Compte du mandant	Total	
Lorraine Forêt Bois		2 290 826	2 290 826	26 953	2 263 873	2 290 826	25 210
Pyrénées Atlantiques		293 711	293 711	261 448	32 263	293 711	261 449
Midi Pyrénées - Tempête Bois		2 507	2 507	0	2 507	2 507	0
PACA		132 617	132 617	0	132 617	132 617	0
Lorraine Garantie - Immo	7 996	601 229	609 225	0	609 225	609 225	0
Lorraine Garantie - Relais Loyers		109 298	109 298	0	109 298	109 298	0
Total	7 996	3 430 188	3 438 184	288 401	3 149 783	3 438 184	286 659

Note 17. – Opérations avec les parties liées

Les opérations avec les parties liées sont négociées à des conditions de marché.

Note 18. – Identité de la société mère consolidant les comptes de la société

Bpifrance

27-31 Avenue du général Leclerc
94710 Maisons-Alfort Cedex
320 252 489 RCS Créteil

Les états financiers consolidés de la société visée ci-dessus sont disponibles sur le site : www.bpifrance.fr

IV. – Affectation du résultat

L'Assemblée Générale Ordinaire décide d'affecter le bénéfice de l'exercice 2025 de la Manière suivante :

Bénéfice de l'exercice à répartir	4 871 046,72 euros
Report à nouveau	14 995,19 euros
Dotation à la réserve légale	0,00 euros
Soit un solde distribuable de	4 886 041,91 euros
Dotation aux autres réserves	4 870 000,00 euros
Distribution d'un dividende	0,00 euros
Report à nouveau après affectation du résultat	16 041,91 euros

V. – Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Bpifrance Régions S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe « Règles de présentation et d'évaluation » de l'annexe des comptes annuels qui expose le changement de méthode comptable relatif à la première application de l'ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant le règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Règles et principes comptables

Les « règles de présentation et d'évaluation » présentées en annexe exposent les règles et méthodes comptables relatives aux fonds de garantie gérés par votre société. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans l'annexe des comptes et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Estimations comptables

Provisionnement du risque de crédit :

Votre société constitue des provisions en déduction des ressources accordées par les régions telles que figurant au passif du bilan pour couvrir le risque de crédit inhérent à ses activités de garantie et d'aide à l'innovation, tel que décrit dans les paragraphes « Méthode d'évaluation des provisions pour risques sur engagements hors bilan donnés » et « Méthode d'actualisation du provisionnement du risque de crédit avéré ». Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi du risque de crédit, à l'appréciation du risque de non-recouvrement et à leur couverture par des provisions spécifiques venant en diminution des ressources accordées par les régions.

Valorisation des titres :

Votre société détient des positions sur titres. Le paragraphe « Principes comptables retenus pour l'évaluation des titres » expose les règles et méthodes comptables relatives aux titres. Nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables retenues par la société et des informations fournies en annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité

d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense et Levallois-Perret, le 04 mai 2026

KPMG S.A.
Nicolas Bourhis
Associé

Forvis Mazars S.A.
Matthew Brown
Associé

VI. – Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au greffe du Tribunal de Commerce de Créteil.